



N° 32

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la
vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Octobre 2017

Tous ensemble le 10 octobre 2017 !

On a de cesse de le dire : le moment est grave. Cela ne peut pas vous échapper tant la période est secouée en tous sens. Encore plus depuis l'élection d'un nouveau Président de la République dont le cheval de bataille est cette nouvelle façon de faire de la politique, les conflits se sont multipliés et pas un secteur d'activité ne semble épargné. Il faut trouver des milliards, alors on ratisse, mais pas partout.

Une partie de la population va nous dire que les conflits ont toujours existé, quelque soit le président ou le gouvernement, et qu'un petite poignée d'agitateurs est toujours prompte à partir au feu pour un peu tout et rien à la fois.

D'abord, il faut garder à l'esprit que, lorsque nous sommes poussés au conflit, ce n'est jamais une partie de plaisir. Et quand on écrit « poussés », c'est une évidence absolue car cette épreuve s'impose à nous comme une obligation au vu des menaces. Nous n'avons jamais le choix. Nous y sommes emportés par la violence de ce qui nous est ordonné. Voilà pour le feu.

Aujourd'hui, la situation est sévère car l'empilement des coups au fil des ans fait de plus en plus mal. Sommes-nous anesthésiés à ce point pour ne pas sentir l'eau bouillir autour de nous ? Il y a longtemps que la même poignée de syndicalistes crie à tue-tête de donner ce coup de patte salvateur qui nous ferait s'échapper de la marmite. Mais non. L'ignorance, la paresse, le fatalisme auront raison de notre torpeur si nous ne nous réveillons pas.

Le 10 octobre 2017, toutes les fédérations syndicales fonctions publiques ont appelé à une action forte. Elles ont toutes rappelé les problématiques d'une catégorie particulière que sont les agents publics. Elles se recoupent toutes : devant les baisses successives et appuyées de moyens et de considération, il reste peu de jours à vivre au service public d'État, hospitalier et territorial... Rien que cela devrait suffire pour nous réveiller.

Alors, pour celles et ceux qui dorment, rappelons quelques évidences supplémentaires. Notre petite situation personnelle ne mettra pas longtemps à subir les effets dévastateurs de la « Loi travail » pour les salariés que nous sommes. L'état d'urgence permanent et ses dispositions des plus liberticides, le budget de la nation pour 2018, qui verra sortir de l'assiette de l'ISF les jets, les yachts, les chevaux de courses et autres lingots et où un retraité est riche à 1 200 euros par mois et un actionnaire à plaindre à 1,2 millions d'euros... Et au final, qui donc va payer le déficit inévitable causé par la suppression des cotisations salariales sur l'assurance maladie et l'assurance chômage ? Qui va se gaver avec l'augmentation de la CSG si ce n'est ceux qui bénéficient du CICE sans embaucher ? Le gain substantiel de pouvoir d'achat sera pour les foyers disposant de plus de 100 000 euros par an. Donc, ce n'est pas nous.

Clairement, l'accumulation des réformes cible de manière brutale les catégories les moins favorisées. C'est le moment de choisir son camp : soit l'inertie, son porte-monnaie, sa bagnole qui pollue ou ses prochaines vacances dans une contrée lointaine à mater la misère générée par le capitalisme mondialisé, soit l'action, la grève et la manifestation bruyante et déterminée. Comme dans chaque conflit, il n'y a aucune assurance de succès mais ce qui est sûr, c'est qu'on nous mangera le peu de laine qui nous reste sur le dos, et encore plus, si nous restons immobiles.

Pour ces derniers, qui rechignent de perdre une journée de salaire, ils n'ont plus le droit de se plaindre : la défense de leur emploi se fera sans eux. Et si, un jour, on leur enlève leur chaise, puissent-ils nous éviter le sempiternel reproche : « Mais que font les syndicats ? ». C'est même pas sûr.

Le mardi 10 octobre 2017, on compte (beaucoup) sur vous !

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

Pourquoi faire grève le mardi 10 octobre 2017

Le mardi 10 octobre 2017, les agents présents dans les services auront choisi leur camp : celui de la fin du service public. Certains reprochent aux organisations syndicales de ne pas s'unir lorsqu'un appel à la grève et à la manifestation est lancé.

L'appel du 10 octobre est unitaire et sans précédent : CFDT, CGT, CFE CGC, CFTC, FA, FO, FSU, UNSA et Solidaires, toutes les organisations et leurs sections Fonction Publiques sont unies et mobilisées.

Lorsqu'il s'agit de défendre leur propre statut ; leur emploi et le service public, certains préfèrent baisser la tête au passage de la porte de leur bureau.

Sommes-nous hypnotisés à ce point par cette société de consommation individualiste que nous oublions que nous sommes des êtres humains non dénués d'intelligence et révoltés par toutes ces injustices que nous subissons à longueur de journée ?

Comment accepter de subir à longueur de journée un management venu des Etats-Unis qui a fait la preuve de son incompétence et de son inefficacité ? Comment valider la politique de la chaise vide que subit depuis trop longtemps la DGFIP avec plus de 30 000 suppressions de postes en 15 ans ?

Comment accepter que certains agents se fassent écrêter sous prétexte que le travail doit être fait en temps et en heure et ainsi empiéter sur une vie privée dont les 35 heures promettaient monts et merveilles et, surtout, des créations d'emplois ? Entre temps, les services accueillant du public ferment régulièrement leurs portes, et pas uniquement lors des ponts imposés par les directions locales.

Les petites trésoreries, les petits services disparaissent les uns après les autres. Les campagnes continuent à se désertifier et les villes continuent de grossir avec leurs lots de contrariétés (proximité, pollution, prix des logements, bouchons et difficulté de circulation). Est-ce ce monde que nous voulons, et pas uniquement pour nos enfants ?

A celles et ceux qui veulent encore profiter de la vie et d'une retraite bien méritée quoi qu'on en dise, il n'y a qu'une façon d'exprimer votre mécontentement : la grève le mardi 10 octobre 2017.

Salariés - retraités : même combat

Le gouvernement tente de faire accepter sa politique d'austérité en opposant les actifs aux retraités.

Il prétend financer l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés en réduisant celui des pensions par l'augmentation de la CSG.

Le 10 octobre 2017 sera l'occasion pour les salariés et les retraités de manifester leur solidarité et de s'opposer à une politique libérale qui s'attaque au monde du travail et favorise les riches.

Raisons de plus ou pas ?

- Rétablissement du jour de carence.
- Augmentation de 1,7% de la CSG avec compensation provisoire à l'étude pour éviter une perte de salaire (les fonctionnaires seront les seuls actifs à ne pas avoir d'augmentation du pouvoir d'achat).
- Refonte du régime de retraites (le déficit annuel de 2 à 5 milliards d'euros pourrait largement être compensé par la chasse aux fraudeurs fiscaux 40 à 60 milliards/an sans faire payer une nouvelle fois les salariés).
- Gel et scission du point d'indice selon les divers pans de la fonction publique (au profit de qui???)

Si tout cela vous paraît juste et équitable alors surtout ne faites pas grève le 10 octobre 2017.

Basta ! Trop, c'est trop !

Depuis les années 70, l'époque de "Les pâtes riches c'est fini", nous avons dû (aussi bien dans le privé que dans le public) subir continuellement une régression continue de nos droits.

Cette régression a démarré lentement puis, comme un diesel, elle a accéléré au point de mettre en danger tous les droits qu'ont acquis nos parents au prix de luttes très dures.

Aujourd'hui, aucun secteur n'est à l'abri du saccage de La Régression En Marche. Si nous voulons assurer un avenir digne pour nous et nos enfants, il faut absolument stopper cette descente infernale. L'heure est grave : "Hannibal ad portas".

Tous en grève le mardi 10 octobre 2017. Pour notre futur et notre dignité !